

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demander le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 26 février — Décision concernant les correspondances adressées par les militaires à leurs familles d'A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 412 Cab. du 22 juillet 1943) 442
- 16 mars — Ordonnance mettant en vigueur les principes directeurs suivant lesquels devra être dispensée l'éducation donnée aux jeunes dans les territoires ressortissant de l'autorité du commandant en chef français, civil et militaire. (Arrêté de promulgation n° 410 Cab. du 22 juillet 1943) 443
- 26 mars — Ordonnance portant organisation et fixant les attributions du secrétariat aux communications. (Arrêté de promulgation n° 410 Cab. du 22 juillet 1943) 445
- 13 mai — Ordonnance portant abrogation des lois du 21 septembre 1940 et du 28 juin 1941 relatives à la dissolution du corps militaire de l'inspection des colonies. (Arrêté de promulgation n° 411 Cab. du 22 juillet 1943) 446
- 18 mai — Ordonnance abrogeant les lois des 23 août 1941 et 31 décembre 1941 concernant la répression de la désertion des marins du commerce ou de la pêche. (Arrêté de promulgation n° 410 Cab. du 22 juillet 1943) 445
- 18 mai — Ordonnance abrogeant le décret du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante. (Arrêté de promulgation n° 411 Cab. du 22 juillet 1943) 446

- 18 mai — Ordonnance abrogeant le décret du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires français de soustraire leurs bâtiments au contrôle des autorités françaises (Arrêté de promulgation n° 411 Cab. du 22 juillet 1943) 446
- 18 mai — Ordonnance portant abrogation de la loi du 9 juillet 1941 abrogeant l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie. (Arrêté de promulgation n° 411 Cab. du 22 juillet 1943) 447
- 18 mai — Décision concernant le taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions. (Arrêté de promulgation n° 411 Cab. du 22 juillet 1943). 447
- 18 mai — Ordonnance portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant les prestations de serment non professionnel. (Arrêté de promulgation n° 410 Cab. du 22 juillet 1943). 445
- 18 mai — Ordonnance portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant le régime de la presse. (Arrêté de promulgation n° 410 Cab. du 22 juillet 1943) 446
- 24 mai — Décision concernant le délai de validité des mandats postaux. (Arrêté de promulgation n° 412 Cab. du 22 juillet 1943) 442
- 6 juillet — Ordonnance relative à la Fête Nationale du 14 juillet 1943. (Arrêté de promulgation n° 390 Cab. du 11 juillet 1943) 447

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 17 juin — N° 2237 r. — Décision générale chargeant le service de l'enregistrement, des domaines et du timbre d'appliquer la réglementation en vigueur pour la conduite de la guerre économique en tout ce qui concerne les questions relatives aux biens ennemis. 448

- 29 juin — No 2375 T. P. — Arrêté général définissant les modalités d'utilisation obligatoire des véhicules automobiles en vue d'assurer la satisfaction des besoins économiques généraux de la fédération. (*Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local* no 389 Cab. du 11 juillet 1943) 448
- 5 juillet — No 2423 F. — Arrêté général relatif à la déclaration des biens appartenant à des ennemis. (*Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local* no 396 Cab. du 15 juillet 1943) 448

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 13 juillet — No 395 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat du kapok pour la campagne 1943. 449
- 16 juillet — No 397 B. M. — Arrêté portant additif et modificatif à l'arrêté no 503 du 8 septembre 1942, portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo. 449
- 17 juillet — No 400 E. — Arrêté autorisant la Mission Catholique à ouvrir trois écoles dans le cercle de Sokodé. 449
- 19 juillet — No 401 A. P. A. — Arrêté modifiant et complétant l'arrêté no 257 du 22 mai 1940 réglementant la détention des condamnés âgés de moins de seize ans. 450
- 19 juillet — No 403 A. E. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat et fixant le prix à payer aux producteurs pour les amandes de karité (récolte 1943). 450
- 19 juillet — No 476 A. E. — Décision modifiant la composition de la commission des prix du Togo fixée par décision no 375 A. E. du 29 mai 1943. 450
- 20 juillet — No 404 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation. 450
- 22 juillet — No 406 F. — Arrêté modifiant les taux des indemnités pour audience des assesseurs des tribunaux indigènes. 451
- 22 juillet — No 407 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de cession de main-d'œuvre pénale. 451
- 22 juillet — No 408 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité en août 1943. 451
- 24 juillet — No 487 A. P. A. — Décision étendant à la commune mixte de Lomé les dispositions de la décision no 431 A. P. A. du 1^{er} juillet 1943 portant application au cercle de Lomé des dispositions de l'arrêté no 171 du 6 mai 1936 organisant le commandement indigène au Togo. 451
- Personnel 452
- Divers 453

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Avis relatif à la déclaration des biens appartenant à des ennemis 454
- Domaines 454

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promulgations

No 412 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

22 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — la décision du 26 février 1943 concernant les correspondances adressées par les militaires à leurs familles d'A. O. F. ;

2^o — la décision du 24 mai 1943 concernant le délai de validité des mandats postaux.

DECISION du 26 février 1943 concernant les correspondances adressées par les militaires à leurs familles d'A. O. F.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les lettres ordinaires, d'un poids maximum de 20 grammes, échangées entre les militaires originaires de l'A. O. F. se trouvant en Afrique du Nord et leurs familles résidant en A. O. F., seront, jusqu'à nouvel ordre, acheminées en exemption de surtaxe par la voie aérienne. Cette exemption est limitée à l'envoi d'une lettre par mois dans chaque sens.

ART. 2. — Les dépenses résultant du transport de ce courrier par la voie aérienne seront remboursées par l'autorité militaire aux offices des postes, télégraphes et téléphones intéressés sur production de relevés semestriels. Les dépenses seront imputées sur les crédits militaires du budget de l'Afrique française.

ART. 3. — Le général d'armée, major général et l'inspecteur général, directeur général des P. T. T. en Afrique française, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Alger, le 26 février 1943.

H. GIRAUD.

DECISION du 24 mai 1943 concernant le délai de validité des mandats postaux.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à 4 mois :

1^o — le délai de validité des mandats émis en Afrique française au profit des militaires ;

2^o — le délai de validité des mandats émis par les bureaux de poste militaire à destination de l'Afrique française.

ART. 2. — Ces mandats, bénéficient des délais déjà prévus pour les particuliers, les militaires ou les marins lorsque, d'après l'origine et la destination, ces délais sont plus longs que ceux prévus à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — La décision du 8 février 1943 est annulée.

ART. 4. — L'inspecteur général des P. T. T. en Afrique française est chargé de l'exécution de la présente décision.

Alger, le 24 mai 1943.

H. GIRAUD.

Promulgations

N° 410 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

22 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 16 mars 1943 mettant en vigueur les principes directeurs suivant lesquels devra être dispensée l'éducation donnée aux jeunes dans les territoires ressortissant de l'autorité du commandant en chef français, civil et militaire;

2^o — l'ordonnance du 26 mars 1943 portant organisation et fixant les attributions du secrétariat aux communications;

3^o — l'ordonnance du 18 mai 1943 abrogeant les lois des 23 août 1941 et 31 décembre 1941 concernant la répression de la désertion des marins du commerce ou de la pêche;

4^o — l'ordonnance du 18 mai 1943 portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant les prestations de serment non professionnel;

5^o — l'ordonnance du 18 mai 1943 portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant le régime de la presse.

ORDONNANCE du 16 mars 1943 mettant en vigueur les principes directeurs suivant lesquels devra être dispensée l'éducation donnée aux jeunes dans les territoires ressortissant de l'autorité du commandant en chef français, civil et militaire.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Le commandant en chef français, civil et militaire fixe ainsi qu'il suit les principes directeurs, selon lesquels devra être dispensée l'éducation donnée aux jeunes jusqu'à leur majorité civile ou leur entrée au service militaire.

ART. 2. — Il déclare que cette éducation ne peut être donnée efficacement qu'*au sein des communautés naturelles* (famille, école, communautés professionnelles et spirituelles), auxquelles appartient le jeune depuis sa naissance, aidées dans leur tâche par des « com-

munautés de complément », telles que mouvements de jeunesse, école des cadres, associations sportives, maisons de jeunes, centres de travail...

ART. 3. — Il veille à la coordination des activités de ces communautés.

ART. 4. — Chaque jeune devra recevoir dans les communautés précitées une formation comportant :

l'éducation physique avec contrôle de la santé;
l'éducation professionnelle, intellectuelle, spirituelle, morale et nationale;
l'éducation familiale, sociale et civique.

ART. 5. — Tous pourront recevoir les compléments à cette formation, dont la nécessité résultera des circonstances (préparation militaire...).

ART. 6. — Les résidents généraux et gouverneurs généraux fixeront, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application de l'article 5.

TITRE II

LA FORMATION DANS LES COMMUNAUTÉS NATURELLES ET DE COMPLÉMENT

SECTION I. — La formation générale

ART. 7. — L'éducation est le développement simultané de toutes les facultés de l'homme : physiques, intellectuelles, morales et spirituelles.

Elle n'est pas l'exclusivité d'une communauté. Par contre, aucune de celles-ci ne doit se restreindre à un enseignement particulier, mais toutes doivent donner à leurs membres cette formation générale en même temps que leur enseignement particulier.

LES COMMUNAUTÉS NATURELLES

SECTION II. — La famille

ART. 8. — La famille a priorité dans l'éducation des enfants qu'elle prend dès leur naissance et dirige vers telle ou telle discipline de vie.

ART. 9. — Elle doit se pénétrer du devoir national qui lui incombe, d'assurer leur formation civique et sociale.

SECTION III. — Communautés spirituelles

ART. 10. — Les principes spirituels sont un élément permanent de la civilisation française.

La religion de chacun sera respectée dans toutes les communautés appelées à participer à la formation des jeunes; son étude et son exercice seront facilités.

SECTION IV. — L'école

ART. 11. — L'école a le privilège de réunir pendant plusieurs années, la totalité des jeunes. C'est donc elle, au premier chef, qui a mission d'appliquer les disciplines de formation générale au nombre desquelles figurent les disciplines intellectuelles qui lui sont propres.

SECTION V. — Les communautés professionnelles

ART. 12. — La société est intéressée à ce que chacun trouve au sein des communautés professionnelles, la place exacte qui lui convient et correspond à ses aptitudes. Les commandements territoriaux doivent, par le moyen de l'éducation professionnelle, aider le jeune à choisir un métier et à l'apprendre.

ART. 13. — L'éducation professionnelle a pour base :

- 1^o — l'orientation professionnelle;
- 2^o — l'initiation professionnelle.

La première est obligatoire pour tous les Français des deux sexes, âgés de moins de 17 ans. Par obligation, il faut entendre que chacun est tenu de faire examiner ses caractéristiques et ses aptitudes par un centre d'orientation professionnelle, en vue de recevoir un conseil d'orientation visant à sa meilleure utilisation dans une activité professionnelle; l'orientation professionnelle se décompose en deux phases :

- a) pré-orientation;
- b) orientation finale.

La pré-orientation, qui se place pendant la période scolaire, a pour but de renseigner l'enfant sur les métiers et professions et de le conseiller dans la suite à donner à son orientation scolaire. L'orientation finale, en fin de scolarité, est la sanction de la pré-orientation.

ART. 14. — L'initiation professionnelle ou pré-apprentissage, a pour but de préparer l'apprentissage dans la profession ou le métier pour lequel le jeune a été reconnu apte, et de continuer sa formation morale, intellectuelle, civique et physique.

ART. 15. — Les entreprises et communautés professionnelles sont responsables, au même titre que les autres communautés, des activités de formation générale des jeunes dont elles organisent la formation professionnelle.

LES COMMUNAUTES DE COMPLEMENT

SECTION VI. — *Les mouvements de jeunesse*

ART. 16. — Pour prétendre être reconnu par le Commandement en chef français, civil et militaire comme mouvement de jeunesse, un groupement de jeunesse doit constituer une association dont les jeunes, sous la conduite d'ainés et dans le cadre d'une hiérarchie bien précisée, reçoivent un complément de formation générale sous le contrôle des services qualifiés dépendant des gouverneurs et résidents généraux.

ART. 17. — Plusieurs mouvements de jeunesse correspondant à la « variété effective des familles spirituelles de la France » peuvent s'offrir aux jeunes. Ils ne peuvent exister qu'après avoir obtenu l'agrément du commandant en chef français, civil et militaire.

SECTION VII. — *Ecoles des cadres*

ART. 18. — Les écoles des cadres ont une double mission.

Déceler et regrouper les élites de toutes les communautés naturelles ou de complément : famille, école, profession, mouvement de jeunesse, armée, administration, patronat, monde ouvrier, commerce, et par le moyen de stages d'information;

Former certains cadres des jeunes, c'est-à-dire leur donner une formation générale de base et, en second lieu, une spécialisation.

Ces deux missions confèrent aux écoles des cadres une importance capitale. C'est au cours de ces différents stages que les chefs qui, par devoir ou par goût, s'intéressent aux jeunes, trouveront un idéal

commun. Elles sont, en outre, un moyen normal d'assurer l'unité de doctrine indispensable aux éducateurs des jeunes, dans l'esprit des présents principes directeurs.

SECTION VIII. — *Associations sportives*

ART. 19. — L'éducation physique étant à la base de la formation générale, doit être l'une des disciplines exercées par toutes les communautés.

ART. 20. — Une association est dite sportive dès lors qu'elle organise habituellement, même à titre accessoire, la pratique d'un ou plusieurs sports ou exercices physiques.

ART. 21. — Les associations sportives ne peuvent se former et exercer leur activité qu'après avoir obtenu l'agrément des résidents et gouverneurs généraux.

TITRE III

EDUCATION CIVIQUE

ART. 22. — Aucune activité politique n'est tolérée à l'intérieur des communautés de jeunes. Elles ne peuvent donc, en aucun cas, être affiliées directement ou indirectement à une organisation politique ni en constituer une émanation.

ART. 23. — L'un des modes de formation de l'éducation civique est notamment le service civique, travail ou concours gratuit au profit de la collectivité.

TITRE IV

ACTION MÉDICO-SOCIALE

AU PROFIT DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

ART. 24. — Le contrôle médico-social est obligatoire et continu dans toutes les collectivités de jeunes durant la période définie à l'article 1^{er}.

Il est exercé par les services médico-sociaux de l'enfance et de la jeunesse dans les conditions qui seront fixées pour chacun des pays par les gouverneurs généraux et résidents généraux.

ART. 25. — La formation sociale, familiale et ménagère est obligatoire dans le cadre de l'école, des mouvements de jeunesse et des autres collectivités.

TITRE V

DIRECTION ET LIAISONS

ART. 26. — Les services de la jeunesse et les services de l'éducation générale et des sports, chacun dans les limites de leurs attributions, sont les représentants des commandements territoriaux auprès de la jeunesse.

Ils ont pour mission de coordonner les activités des différentes organisations qui relèvent de leur compétence, de les soutenir, de leur donner des directives et d'en contrôler l'application.

ART. 27. — Les communautés naturelles et de complément ayant la même charge, la formation des jeunes, elles doivent se tenir en intime liaison. Il appartiendra au commandant en chef français, civil et militaire et aux gouverneurs et résidents généraux de faciliter et de multiplier, par l'intermédiaire des services qualifiés, ces liaisons indispensables à une action durable sur la jeunesse, notamment par l'action des écoles des cadres.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 28. — La présente ordonnance constitue l'exposé des principes directeurs suivant lesquels devra être dispensée l'éducation donnée aux jeunes dans les territoires ressortissant de l'autorité du commandant en chef français, civil et militaire. Ses sanctions et dispositions complémentaires feront ultérieurement l'objet de décisions.

ART. 29. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 16 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 26 mars 1943 portant organisation et fixant les attributions du secrétariat aux communications.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès du Commandement en chef français, civil et militaire, un secrétariat aux communications.

ART. 2. — Le secrétariat aux communications reçoit les attributions précédemment dévolues en ce qui concerne les transports ferroviaires et routiers, l'exploitation des ports maritimes, les grands travaux et les P. T. T., au secrétariat à la production et à la distribution.

Le chemin de fer Méditerranée-Niger, le conseil des transports et la commission consultative mixte des grands travaux créée par décision portant règlement du 8 mars 1943, sont rattachés au secrétariat aux communications.

ART. 3. — L'office de la marine marchande en Afrique (O.M.M.A.) est placé sous la double autorité du vice-amiral d'escadre commandant les forces maritimes et aéronavales et du secrétaire aux communications, lequel exerce à son égard les attributions suivantes :

Il fait établir par l'O.M.M.A. les plans de transport qu'il approuve ainsi que leurs modifications éventuelles;

Il contrôle l'utilisation du tonnage, ainsi que les opérations d'embarquement, de débarquement et de stockage;

Il suit, d'une manière générale, l'exécution du transport maritime en vue d'assurer la coordination avec les transports terrestres.

ART. 4. — La compétence du secrétariat aux communications s'étend à toutes les questions relevant du commandant en chef français, civil et militaire dans les domaines visés aux articles ci-dessus.

Il assume notamment la coordination des divers modes de transport et la répartition des moyens de transport entre les différents pays, afin d'assurer dans les meilleures conditions les transports militaires et civils et l'utilisation des ports maritimes.

A cet effet, il agit de concert avec les autorités militaires et navales, françaises et alliées, en provoquant, s'il y a lieu, l'établissement des liaisons ou organes de coordination nécessaires.

Le secrétariat aux communications centralise les commandes de matières ou de matériels intéressant les moyens de communication que les services ne peuvent pas placer eux-mêmes dans l'industrie locale.

En ce qui concerne le matériel spécialisé, les commandes sont présentées aux autorités alliées par le secrétariat aux communications, qui en suit l'exécution et la livraison.

Quant aux commandes de matériels ordinaires ou de matières, celles-ci sont présentées par le secrétariat aux communications au secrétariat à la production qui en a la charge.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 26 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 abrogeant les lois des 23 août 1941 et 31 décembre 1941 concernant la répression de la désertion des marins du commerce ou de la pêche.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943, portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 23 août 1941 et le texte complémentaire du 31 décembre 1941 réprimant la désertion des marins du commerce ou de la pêche, sont abrogés.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant les prestations de serment non professionnel.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée entendue;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les lois postérieures au 22 juin 1940 qui ont institué une prestation de serment non professionnel.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 portant abrogation des règles générales postérieures au 22 juin 1940 concernant le régime de la presse.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés la loi du 27 août 1940 portant abrogation du décret-loi du 21 avril 1939, la loi du 10 octobre modifiant les articles 26 et 45 et complétant l'article 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, la loi du 18 mai 1941 modifiant l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881, ensemble les textes complémentaires et d'application.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.
H. GIRAUD.

Promulgations

N° 411 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

22 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 13 mai 1943 portant abrogation des lois du 21 septembre 1940 et du 28 juin 1941 relatives à la dissolution du corps militaire de l'inspection des colonies;

2° — l'ordonnance du 18 mai 1943 abrogeant le décret du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante;

3° — l'ordonnance du 18 mai 1943 abrogeant le décret du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires français de soustraire leurs bâtiments au contrôle des autorités françaises;

4° — l'ordonnance du 18 mai 1943 portant abrogation de la loi du 9 juillet 1941 abrogeant l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie;

5° — la décision du 18 mai 1943 concernant le taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions.

ORDONNANCE du 13 mai 1943 portant abrogation des lois du 21 septembre 1940 et du 28 juin 1941 relatives à la dissolution du corps militaire de l'inspection des colonies.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 21 septembre 1940;

Vu la loi du 28 juin 1941;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 21 septembre 1940 portant dissolution du corps militaire de l'inspection des colonies et créant un corps civil de l'inspection des colonies, est abrogée, ainsi que la loi du 28 juin 1941 fixant le statut de l'inspection des colonies et tous les textes d'application de ces lois, sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-après.

ART. 2. — Les règles de recrutement et d'avancement, les limites d'âge restent fixées par les lois et décrets en vigueur à la date du 11 novembre 1942.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 13 mai 1943.
H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 abrogeant le décret du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français, sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante, est abrogé.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.
H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 abrogeant le décret du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires français de soustraire leurs bâtiments au contrôle des autorités françaises.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires français de soustraire leurs bâtiments au contrôle des autorités françaises, est abrogé.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.
H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 18 mai 1943 portant abrogation de la loi du 9 juillet 1941 abrogeant l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi susvisée du 9 juillet 1941 est abrogée.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 18 mai 1943.

H. GIRAUD.

DECISION du 18 mai 1943 concernant le taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation du régime des pensions de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu le décret du 29 mars 1938 instituant au profit des retraités tributaires de ladite caisse, une indemnité spéciale temporaire attribuée selon des modalités et sur la base de taux identiques à ceux retenus pour les retraités de l'Etat, ensemble les textes subséquents qui ont porté relèvement des taux de ladite indemnité;

DECIDE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} août 1942, l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions concédées ou révisées par application du décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation du régime des pensions de la caisse intercoloniale de retraites et des décrets modificatifs subséquents, est portée aux taux fixés ci-après :

BAREME A

Montant de la pension	Montant annuel de l'indemnité
	frs.
Inférieure ou égale à 10.000 francs	3.000
de 10.001 à 15.000 francs	3.600
de 15.001 à 25.000 francs	4.500
de 25.001 à 30.000 francs	5.000
de 30.001 à 35.000 francs	5.800
de 35.001 à 40.000 francs	6.600
de 40.001 à 45.000 francs	7.400
de 45.001 à 50.000 francs	8.100
de 50.001 à 55.000 francs	8.600
de 55.001 à 60.000 francs	9.100

BAREME B

Montant de la pension ou de l'allocation	Montant annuel de l'indemnité
	frs.
Inférieure ou égale à 5.000 francs	1.600
de 5.001 à 7.500 francs	1.900
de 7.501 à 12.500 francs	2.400

de 12.501 à 15.000 francs	2.600
de 15.001 à 17.500 francs	2.900
de 17.501 à 20.000 francs	3.300
de 20.001 à 22.500 francs	3.700
de 22.501 à 25.000 francs	4.000
de 25.001 à 27.500 francs	4.300
de 27.501 à 30.000 francs et au delà	4.600

Alger, le 18 mai 1943.

H. GIRAUD.

Fête nationale

14 juillet 1943

N° 390 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

11 juillet 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la Fête Nationale du 14 Juillet 1943.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur la proposition du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le 14 Juillet 1943 sera un jour de congé payé dans les administrations publiques, les établissements concédés et les entreprises privées. Le congé du 14 Juillet ne sera pas récupéré.

ART. 2. — Les traitements et les salaires mensuels ou hebdomadaires ne subiront aucune réduction. Les ouvriers ou employés rémunérés à la journée auront droit, à la charge de leurs employeurs, au paiement d'une journée de salaire.

ART. 3. — Toutefois, le travail pourra ne pas être interrompu dans les entreprises et établissements qui travaillent pour la défense nationale ou dont le fonctionnement est nécessairement continu en raison de la nature de leur activité. Les agents, ouvriers et employés qui travailleront le 14 Juillet auront droit, à la charge de leurs employeurs, à une indemnité compensatrice égale à leur salaire du 14 Juillet.

ART. 4. — La présente ordonnance s'appliquera à l'Algérie, et à tous les territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 6 juillet 1943.

Général DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,

Adrien TIXIER.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Biens ennemis

DECISION N° 2237 F. du 17 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance du 5 mars 1943, fixant les pouvoirs de l'autorité administrative dans la conduite de la guerre économique ensemble la décision du 6 mars 1943;

Vu l'arrêté n° 1826 F. du 12 mai 1943, pris pour l'application en Afrique occidentale française de l'ordonnance du 5 mars 1943;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le service général de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé pour l'Afrique occidentale française et le Togo d'appliquer la réglementation en vigueur pour la conduite de la guerre économique en tout ce qui concerne les questions relatives aux biens ennemis.

Il se conformera à cet effet aux instructions de la direction du blocus.

ART. 2. — Il aura qualité pour exiger de toute personne la production des renseignements prévus à l'article 6 de l'ordonnance du 5 mars 1943.

Dakar, le 17 juin 1943.

P. BOISSON.

ARRETE N° 2423 F. du 5 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'ordonnance du 5 mars 1943 fixant les pouvoirs de l'autorité administrative dans la conduite de la guerre économique;

Vu l'arrêté du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en A. O. F. des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant du pouvoir central ou du Gouvernement général, notamment son article 3 sur la procédure d'urgence;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil du Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogé jusqu'au 31 juillet 1943 le délai de trente jours fixé par les articles 1, 3, 4 et 13 de l'arrêté 1826/F. du 12 mai 1943 pour adresser la déclaration des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des personnes ennemies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 5 juillet 1943.

Pour le gouverneur général

*Le gouverneur des colonies, secrétaire général
du Gouvernement général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes;*

CHAPOULIE.

*Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté local n° 389 Cab. du 11 juillet 1943.*

Véhicules automobiles

ARRETE N° 2375 T. P. du 29 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du commandant en chef français, civil et militaire;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les véhicules automobiles de charge existant à la colonie et appartenant à des particuliers ou à des sociétés privées pourront faire par priorité, à défaut d'accord amiable, l'objet de décisions de réquisition de propriété pour la satisfaction des besoins du territoire, lorsque ces véhicules ne seront pas utilisés par leurs propriétaires actuels au mieux de l'intérêt général, notamment dans les cas suivants :

véhicules inutilisés pour quelque raison que ce soit : panne, abandon non autorisé d'équipement aux carburants de remplacement;

véhicules dont le propriétaire ne pourra justifier mensuellement un transport effectif de 1.000 tonnes kilométriques par tonne de charge utile de camion.

ART. 2. — La réquisition sera ordonnée s'il y a lieu par le gouverneur de la colonie sur proposition du chef du service local des transports, ou des commandants de cercle, après avis du représentant qualifié des transporteurs routiers.

L'évaluation de l'indemnité sera faite d'après les règles édictées par le décret du 2 septembre 1939 promulgué en A. O. F. par arrêté 3086 A. P. du 5 octobre 1939.

ART. 3. — Le véhicule sera acquis au compte du budget des transports qui en confiera l'exploitation soit à un organisme administratif, soit à un particulier ou une société privée. Dans ce cas les conditions de l'exploitation seront celles de la convention-type adoptée par la direction des transports de l'A. O. F. et du Togo.

ART. 4. — Le présent arrêté sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 juin 1943.

P. BOISSON.

*Soumis à la procédure de publication d'urgence par
arrêté local n° 389 Cab. du 11 juillet 1943.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Kapok

ARRETE N° 395 A. E. du 13 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu l'arrêté général 4710 sec. du 31 décembre 1942;

Vu l'arrêté général 1294 sec. du 29 mars 1943;

Vu l'arrêté général 889 sep. du 1^{er} juin 1943;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en sa séance du 23 juin 1943 et la lettre 228 sep. du 2 juin 1943 du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du kapok aux producteurs et aux intermédiaires pour la campagne 1943 sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	PRIX			
	aux intermédiaires ou aux SIP		aux producteurs	
	blanc	gris	blanc	gris
Sokodé	2.275	1.825	2 100	1.650
Bassari	1.765	1.315	1.590	1.140
Kabou	1.578	1.128	1.403	953
Nawaré	1.357	907	1.182	732
Guérin-Kouka	1.289	839	1.114	664
Bafilo	1.841	1.391	1.666	1.216
Lama-Kara	1.663	1.213	1.488	1.038
Kétau	1.467	1.017	1.292	842
Pagouda	1.340	890	1.165	715
Tchautchau	1.561	1.111	1.386	936
Kouméa	1.450	1.000	1.275	825
Siou	1.306	856	1.131	681
Nyamougou	1.255	805	1.080	630
Sara-Kaou	1.442	992	1.267	817
Kpessidé	1.365	915	1.190	740
Alloum	1.255	805	1.080	630
Kandé	1.000	550	825	375

ART. 2. — Les chefs de circonscription détermineront les prix dans les centres ne figurant pas au présent arrêté, compte tenu de ce que les frais de transport sont de 8,50 la tonne kilométrique.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juillet 1943.

P. SALICETI.

Gardes cercles

ARRETE N° 397 B. M. du 16 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes-cercles;

Sur la proposition du chef du bureau militaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 « attributions du commandement » de l'arrêté 503 susvisé est à compléter comme suit :

Les notes des gardes-cercles seront fournies semestriellement au commandant des gardes-cercles :

Le 15 juin pour le 1^{er} semestre;Le 1^{er} décembre pour le 2^e semestre en prévision du travail d'avancement annuel.

Ces notes devront être suffisamment complètes pour permettre au commandant des gardes-cercles, chargé d'établir le travail d'avancement, de discerner sans ambiguïté les candidats dignes de passer à l'échelon supérieur. En particulier elles devront faire ressortir :

Les connaissances en français;

La sobriété;

L'aptitude au commandement;

L'aptitude à passer au grade supérieur.

ART. 2. — L'article 14 — *Hierarchie* — de l'arrêté est modifié comme suit :

Adjudant-chef — lire 1 au lieu de 2;

Adjudant — lire 4 au lieu de 3
le reste sans changement;ART. 3. — L'article 15 — *Avancement* — de l'arrêté est à compléter comme suit :La nomination à la 1^{re} classe doit être considérée plus comme une récompense que comme un grade. Elle sera donnée aux gardes bien notés mais dont les capacités tant intellectuelles que professionnelles ne leur permettent pas de devenir des gradés.Pourront être proposés pour le grade de brigadier de 2^e classe, les gardes de 1^{re} classe remplissant les conditions requises, ainsi que les gardes de 2^e classe qui ont fait la preuve qu'ils étaient aptes à devenir rapidement des gradés. Toutefois ces dernières propositions ne devront porter que sur des sujets particulièrement choisis et ayant au moins 2 ans de service comme garde.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1943.

P. SALICETI.

Enseignement

N° 400 E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

17 juillet 1943. — La Mission Catholique est autorisée à ouvrir les écoles suivantes :

Subdivision de Sokodé

Sokodé :

Ecole urbaine à 2 classes.

Ecole ménagère à 1 classe.

Subdivision de Lama-Kara

Yadé :

Ecole ménagère à 1 classe.

Régime pénitentiaire**Condamnés mineurs de droit commun**

ARRETE N° 401 A. P. A. du 19 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté local n° 257 du 22 mai 1940 réglementant la détention des condamnés mineurs âgés de moins de seize ans;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté local n° 257 du 22 mai 1940 susvisé est modifié comme suit :

« Les condamnés de droit commun âgés de moins de seize ans et les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement seront envoyés (le reste sans changement) ».

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté local n° 257 du 22 mai 1940 susvisé est complété comme suit :

« Toutefois les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement doivent toujours être séparés des autres détenus et des condamnés de droit commun âgés de moins de seize ans ».

ART. 3. — L'alinéa 1^{er} de l'article 3 de l'arrêté local n° 257 du 22 mai 1940 susvisé est modifié comme suit :

« Les jeunes détenus et les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement . . . (le reste sans changement) ».

ART. 4. — Les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 juillet 1943.

P. SALICETI.

Amandes de karité

ARRETE N° 403 A. E. du 19 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix et tous actes ultérieurs la modifiant;

Vu l'arrêté général 1192-s. E. du 23 mars 1943;

Vu l'avis exprimé par la commission des prix en sa séance du 23 juin 1943;

Vu le T. O. 308 SEC/P. du 18 juin 1943 du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des amandes de karité est ouverte pour compter du 1^{er} août 1943 dans les cercles de Sokodé et du Centre.

ART. 2. — Les prix à payer aux producteurs sont les suivants :

CENTRES D'ACHAT	PRIX A LA TONNE	
	intermédiaires	producteurs
Djabatauré.	1.768	1.708
Sokodé	1.444	1.384
Dondja	1.234	1.174
Bassari	1.084	1.024
Kabou	952	892
Nawaré	856	796
Guérin Kouka	748	688
Lama Kara	1.012	952
Siou	760	700
Tchamba	1.240	1.180
Cambola	1.018	958
Bafilo	1.238	1.178
Atakpamé	1.991	1.931
Blita	1.960	1.900

ART. 3. — Pour les points d'achat ne figurant pas sur la liste, les commandants de circonscription fixeront les prix d'achat compte tenu de la distance kilométrique, à raison de 6 frs. la tonne kilométrique.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 juillet 1943.

P. SALICETI.

Commission des prix

N° 476 A. E. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du :

19 juillet 1943. — La composition de la commission des prix du Togo fixée par décision n° 375 A. E. du 29 mai 1943 est modifiée comme suit :

M. Trosselly, délégué du groupement professionnel du commerce colonial, membre de la chambre de commerce, représentant le commerce, est désigné en remplacement de M. Bastard, agent de la Cie. F. A. O. qui assurait provisoirement ces fonctions.

La présente décision aura effet pour compter du 18 juillet 1943.

Surveillance des prix

N° 404 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 20 juillet 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa séance du 16 juillet 1943.

ART. 2. — Toute vente des produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés, sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

Prix de vente approuvé par arrêté n° 404 C. P. S. du 20 juillet 1943.

S. C. O. A.

	frs.
Lait concentré non sucré — La boîte	11,15
Chaussures pour hommes Réf. 304 — La paire	411,90
Chaussures pour hommes Réf. 303 — La paire	423,45
Chaussures pour hommes Réf. 313 — La paire	483,35
Paté GEO — La boîte	11,20
Rillettes — La boîte	9,75
Rillettes — La boîte	18,40
Langues — La boîte	23,50
Tête de porc — La boîte	23,60
Etui à Cigarettes — La pièce	105,—
Fer Feuillard — Le kilo	17,35
Concentré de Tomates — La boîte	258,80
Pâtes Alimentaires — Le kilo	21,85
Charcuterie en conserves Cassoulet — La boîte	67,50
Charcuterie en conserves Cassoulet — La boîte	35,75
Charcuterie en conserves Tripes — La boîte	49,25
Charcuterie en conserves Tripes — La boîte	25,65
Charcuterie en conserves Tête de porc — La boîte	23,50
Charcuterie en conserves Saïndoux — La boîte	59,—
Charcuterie en conserves Museau de bœuf — La boîte	14,30

Indemnités

N° 406 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

22 juillet 1943. — Sont fixés comme suit, pour compter du 1^{er} août 1943, les taux des indemnités spéciales pour audience accordées aux assesseurs des tribunaux indigènes :

1^o — Assesseurs domiciliés à plus de 5 kilomètres du siège du tribunal :

Cercle de Lomé	25 francs par audience.
Tous autres cercles	20 francs par audience.

2^o — Assesseurs domiciliés à moins de 5 kilomètres du siège du tribunal :

Cercle de Lomé	15 francs par audience.
Tous autres cercles	12 francs par audience.

Main d'œuvre pénale

N° 407 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

22 juillet 1943. — Sont fixés comme suit, à compter du 1^{er} août 1943, les taux journaliers de cession de main-d'œuvre pénale :

Cercle de Lomé

	frs.
Subdivision de Lomé	10,—
Subdivision de Tsévié	7,—
Cercle d'Aného	7,50

Cercle du Centre

Subdivision d'Atakpamé	6,—
Subdivision de Klouto	7,50

Cercle de Sokodé

Subdivision de Sokodé	5,—
Subdivision de Lama-Kara	4,50
Subdivision de Bassari	4,50
Cercle de Mango	4,—

Denrées de première nécessité

N° 408 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo, en date du 22 juillet 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Les tickets ci-après du feuillet « denrées diverses » (feuillet vert) donneront droit aux denrées suivantes pour le mois d'août 1943 :

Le ticket L donnera droit à 2 litres d'huile d'arachide fabrication locale.

Le ticket M donnera droit à 2 kgs. de sucre.

Le ticket N donnera droit à 4 boîtes 1/4 club de conserves de poisson autre que fabrication A. O. F.

Le ticket O donnera droit à 4 boîtes de conserves de viande ou préparation à base de viande.

Le ticket P donnera droit à 2 kgs. conserves de légumes.

Le ticket Q donnera droit à 100 grammes conserves de tomates.

Le ticket R donnera droit à 2 kgs. pâtes alimentaires.

Le ticket S donnera droit à 1 paquet de 10 boîtes d'allumettes.

Le ticket T donnera droit à 1 litre de vinaigre.

Le ticket U donnera droit à 30 litres de vin ordinaire.

Le ticket V donnera droit à 1 bouteille au choix apéritif rhum, cognac, ou similaires.

Le ticket W donnera droit à 2 cartouches de cigarettes.

ART. 2. — La vente des boissons spiritueuses n'est autorisée qu'en faveur des personnes de plus de 20 ans, celle du vin qu'en faveur des personnes de plus de 12 ans, celle des cigarettes qu'en faveur des hommes de plus de 20 ans.

ART. 3. — La délivrance des denrées ci-dessus est subordonnée à la présentation obligatoire de la feuille de denrées diverses et de la carte d'alimentation.

Il est formellement interdit de délivrer de telles denrées aux personnes ne produisant pas à la fois la feuille de denrées diverses et la carte d'alimentation s'y rapportant. Il appartient au commerçant préposé à la vente de ces denrées d'exiger cette présentation, de vérifier si la carte a été délivrée par les autorités compétentes, de confronter en ce qui concerne les denrées visées à l'article 2, les feuilles de denrées et les cartes d'alimentation de façon à ne céder les denrées qu'aux ayants-droit, enfin de découper les tickets lui-même.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions ci-dessus, notamment celles à l'article 3, seront considérées comme hausse illicite et passibles des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Commandement indigène

N° 487 A. P. A. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du :

24 juillet 1943. — La décision n° 431 A. P. A. du 1^{er} juillet 1943 portant application au cercle de Lomé des dispositions de l'arrêté local n° 171 du 6 mai 1936 sur l'organisation du commandement indigène au Togo est étendue à la commune-mixte de Lomé.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**

LISTE des candidats déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques du certificat d'aptitude à l'inspection de l'enseignement primaire (concours spécial des candidats retour de captivité).

M. Franck Capelier.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL INDIGÈNE****Agents auxiliaires****Reclassement**

Par décision n° 479 p. du :

20 juillet 1943. — Le surveillant auxiliaire des P. T. T. Allou Akadi est reclassé à l'échelle I échelon 7 pour compter du 1^{er} janvier 1943 avec une ancienneté de 1 an 6 mois.

Révocation

Par décision n° 474 p. du :

19 juillet 1943. — L'ouvrier spécialisé auxiliaire Afandomi Dossèvi est révoqué de son emploi pour compter du 7 juin 1943, pour abandon de poste.

Forces de Police**Tableau d'avancement — Nominations****Retraite — Licenciements**

Par décision n° 391 B. M. du :

12 juillet 1943. — Sont inscrits au tableau d'avancement au titre du 2^e semestre 1943 :

Pour adjudant

Kritema Yatouti, brigadier-chef de 1^{re} classe, N° Mle 1277.

Pour brigadier de 1^{re} classe

Baligui, brigadier de 2^e classe, N° Mle 702.

Pour brigadier de 2^e classe

Dossa, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1036.

Pour 1^{re} classe

Yarafi Losso, garde de 2^e classe, N° Mle 1289.

Sont nommés pour compter du 14 juillet 1943 (prise de rang et droits à la solde compris) :

Au grade de brigadier de 2^e classe

Dossa, garde de 1^{re} classe, N° Mle 1036.

A l'emploi de 1^{re} classe

Yarafi Losso, garde de 2^e classe, N° Mle 1289.

Par arrêté n° 392 B. M. du :

12 juillet 1943. — Sont maintenus au tableau d'avancement du 2^e semestre 1943, les gradés et gardes-cercles dont les noms suivent :

Pour adjudant-chef

N° 1 — Tazo, N° Mle 1230, adjudant.

Pour adjudant

N° 1 — Allassane II, N° Mle 693, brigadier-chef de 1^{re} classe.

N° 2 — Kpantanon, N° Mle 1256, brigadier-chef de 1^{re} classe.

N° 3 — Tchapo, N° Mle 1352, brigadier-chef de 1^{re} classe.

Pour brigadier-chef de 1^{re} classe

N° 1 — Ali Bassari, N° Mle 508, brigadier-chef de 2^e classe.

N° 2 — Pequedeounde, N° Mle 1353, brigadier-chef de 2^e classe.

N° 3 — Bagnan, N° Mle 1129, brigadier-chef de 2^e classe.

Pour brigadier-chef de 2^e classe

N° 1 — Soumaila Safié, N° Mle 576, brigadier de 1^{re} classe.

N° 2 — English, N° Mle 667, brigadier de 1^{re} cl.

N° 3 — Alé, N° Mle 1261, brigadier de 1^{re} classe.

Pour brigadier de 1^{re} classe

N° 1 — Biraima, N° Mle 309, brigadier de 2^e cl.

N° 2 — Cémoi, N° Mle 909, brigadier de 2^e classe.

N° 3 — Tabassi Bora, N° Mle 775, brigadier de 2^e cl.

N° 4 — Aoussou Djobo, N° Mle 948, brig. de 2^e cl.

N° 5 — Zato Agbandaho, N° Mle 712, brig. de 2^e cl.

N° 6 — Otoa, N° Mle 949, brigadier de 2^e classe.

Pour brigadier de 2^e classe

N° 1 — Batordioua, N° Mle 580, garde de 1^{re} cl.

N° 2 — Alaona, N° Mle 625, garde de 1^{re} classe.

N° 3 — Assima, N° Mle 966, garde de 1^{re} classe.

N° 4 — Gaoua, N° Mle, 1014, garde de 1^{re} classe.

N° 5 — Kpera, N° Mle 1309, garde de 1^{re} classe.

N° 6 — Kalakassi, N° Mle 937, garde de 1^{re} classe.

N° 7 — Apélété Joseph, N° Mle 831, garde de 1^{re} cl.

N° 8 — Soumlaouendé, N° Mle 1145, garde de 1^{re} cl.

N° 9 — Lalé, N° Mle 811, garde de 1^{re} classe.

Pour garde de 1^{re} classe

N° 1 — Coalani, N° Mle 677, garde de 2^e classe.

N° 2 — Békoutaré, N° Mle 1158, garde de 2^e cl.

N° 3 — Djafala, N° Mle 692, garde de 2^e classe.

N° 4 — Nialo, N° Mle 1149, garde de 2^e classe.

N° 5 — Digbi Koffi, N° Mle 1201, garde de 2^e cl.

N° 6 — Gambia II, N° Mle 1202, garde de 2^e cl.

N° 7 — Ouro, N° Mle 1098, garde de 2^e classe.

N° 8 — Hondjo Martin, N° Mle 885, garde de 2^e cl.

N° 9 — Ouyenga, N° Mle 1211, garde de 2^e classe.

N° 10 — Yacoubi, N° Mle 1154, garde de 2^e classe.

N° 11 — Kousseni, N° Mle 1179, garde de 2^e cl.

N° 12 — Djima Pargui, N° Mle 1039, garde de 2^e cl.

N° 13 — Mathias, N° Mle 1762, garde de 2^e cl.

N° 14 — Baba Sissoko, N° Mle 1164, garde de 2^e cl.

N° 15 — Alano, N° Mle 400, garde de 2^e classe.

N° 16 — Lakougouhan II, N° Mle 1118, garde de 2^e classe.

Par arrêté n° 393 B. M. du :

12 juillet 1943. — Sont prononcées à la date du 14 juillet 1943 les nominations suivantes : (prise de rang et droits à la solde compris).

Au grade de brigadier chef de 1^{re} classe

Ali Bassari, brigadier chef 2^e classe N° Mle 508,
Peguedeoundé brigadier chef 2^e classe N° Mle 1353,

Au grade de brigadier chef de 2^e classe

Soumaïla Safié, brigadier de 1^{re} classe N° Mle 576,
Englishi, brigadier de 1^{re} classe N° Mle 667,
Alé, brigadier de 1^{re} classe N° Mle 1261.

Au grade de brigadier de 1^{re} classe

Biraïma, brigadier de 2^e classe N° Mle 309,
Cémoi, brigadier de 2^e classe N° Mle 909,
Tabassi Bora, brigadier de 2^e classe N° Mle 775,
Aoussou Djobo, brigadier de 2^e classe N° Mle 948.

Pour brigadier de 2^e classe

Batordioua, garde de 1^{re} classe N° Mle 580,
Alaona, garde de 1^{re} classe N° Mle 625,
Assima, garde de 1^{re} classe N° Mle 966,
Gaoua, garde de 1^{re} classe N° Mle 1014,
Kpera, garde de 1^{re} classe N° Mle 1309,
Kalakassi, garde de 1^{re} classe N° Mle 937,
Apeleté Joseph, garde de 1^{re} classe N° Mle 831,
Soumlaouendé, garde de 1^{re} classe N° Mle 1145,
Lalé, garde de 1^{re} classe N° Mle 811.

Au grade de 1^{re} classe

Coalani, garde de 2^e classe N° Mle 677,
Bekoutaré, garde de 2^e classe N° Mle 1158,
Djafala, garde de 2^e classe N° Mle 692,
Nialo, garde de 2^e classe N° Mle 1149,
Digbi Koffi, garde de 2^e classe N° Mle 1201,
Gambila II, garde de 2^e classe N° Mle 1208,
Ouro, garde de 2^e classe N° Mle 1098,
Ouyénga, garde de 2^e classe N° Mle 1211,
Hondjo Martin, garde de 2^e classe N° Mle 885,
Yacoubi, garde de 2^e classe N° Mle 1154,
Koussenu Antoine, garde de 2^e classe N° Mle 1179,
Djima Pargui, garde de 2^e classe N° Mle 1039,
Mathias, garde de 2^e classe N° Mle 1762,
Baba Sissoko, garde de 2^e classe N° Mle 1164,
Alano, garde de 2^e classe N° Mle 400,
Lakougouhan II, garde de 2^e classe N° Mle 1118.

Par arrêté n° 405 B. M. du :

20 juillet 1943. — Sont engagés pour 1 an les stagiaires dont les noms suivent :

Comme milicien de 1^{re} classe

A compter du 1^{er} juillet 1943

Nankouaré Laré, 1^{re} classe stagiaire, Mle M/957
A. D.

Comme milicien de 2^e classe

A compter du 1^{er} juillet 1943

Mamadou Coda, stagiaire catégorie A, Mle M/922
A. S.
Samba Diodi, stagiaire catégorie A, Mle M/917
A. S.

Bakari Adam, stagiaire catégorie A, Mle M/919
A. S.

Déguénon Cakpo, 2^e classe stagiaire, Mle M/915
A. D.

Hodonou Aholoukpé, stagiaire catégorie A, Mle
M/918 A. D.

Kponou Sylvain, stagiaire catégorie A, Mle M/920
A. D.

A compter du 1^{er} août 1943

Manantan Anagonou, stagiaire catégorie A, Mle
M/1004 A. D.

Gohoungo Dégbévi, stagiaire catégorie A, Mle M/
1005 A. D.

Dégué Sédohounsounou, stagiaire catégorie A, Mle
M/954 A. D.

Dassanou Hounkagni, stagiaire catégorie A, Mle
M/1006 A. D.

Est engagé pour 1 an comme milicien de 2^e classe
à compter du 1^{er} juillet 1943, l'ex-garde de cercle
Dassou Tchédre Mara.

Sont agréés en qualité de stagiaires, à compter du
1^{er} juillet 1943, les indigènes volontaires dont les
noms suivent :

Comme 2^e classe stagiaire

Hagnikou Anago Zodzi (services militaires accom-
plis : 3 ans).

Comme stagiaires catégorie B

Samboueb Dagou,	Nadjombé Tchaurou,
Tchoulou Salifou,	Nassougou Kondanbadou,
Laré Lamboni,	Asso Baka,
Kézié Tchédéli,	Kéléou Héziyé.

Par arrêté n° 409 B. M. du :

22 juillet 1943. — Sont licenciés et rayés des con-
trôles actifs des forces de police du territoire :

Pour compter du 20 juillet 1943 :

Badjida Doguésaga, garde de 1^{re} classe, Mle 1311,
« pour inaptitude physique non imputable au service ».

Pour compter du 1^{er} août 1943 :

Yemoa, garde de 1^{re} classe, Mle 1308, « con-
damné à un mois de prison avec sursis et interdiction
d'exercer à jamais une fonction publique, pour com-
plicité d'évasion ».

Le garde de 1^{re} classe Bioguede, Mle 1087,
licencié pour limite d'âge par arrêté n° 155 B. M. du
9 février 1943, est proposé pour l'attribution d'une
pension de retraite dans les conditions fixées par
l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du
30 août 1934 sont accordés aux gardes licenciés ci-
dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS

Associations

Par arrêté n° 413 A. P. A. du :

24 juillet 1943. — Est et demeure abrogé l'arrêté
n° 302 du 10 août 1936 autorisant la création à Lomé
d'une association dénommée « Cercle des Amitiés
Françaises ».

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 398 A. P. A. du :

17 juillet 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Djondo (Thomas), âgé de 38 ans environ, né à Fada N'Gourma (Niger), fils de feu François Djondo et de Noga Marie-Magdaleine, marié, sept enfants, domicilié à Dapango, vétérinaire-auxiliaire, condamné à quatre ans de prison et 700 francs d'amende par jugement n° 7 du 3 avril 1941 du tribunal du premier degré de Mango, pour corruption de fonctionnaires.

Le nommé Djondo (Thomas) est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Atakpamé jusqu'au 22 mars 1945, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 402 A. P. A. du :

19 juillet 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à la nommée Attisso Bodé, détenue à la prison de Lomé, âgée de 26 ans environ, née à Adangbé vers 1917, fille de Attisso et de Mama, de race et coutume ewé, mariée, un enfant, domiciliée à Adangbé, revendeuse, condamnée à huit mois de prison pour adultère par jugement n° 9 du 19 février 1943 du tribunal du premier degré de Tsévié.

La nommée Attisso Bodé est astreinte à la résidence obligatoire dans la subdivision de Tsévié jusqu'au 12 octobre 1943, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 399 A. P. A. du :

17 juillet 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 12 août 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Fiodessé (Yao, Charles), âgé de 30 ans environ, né à Tsévié vers 1913, de race et coutume ewé, fils de Fiodessé et d'Elisabeth, domicilié à Tsévié, condamné à cinq ans de prison, cinq cents francs d'amende et cinq ans d'interdiction de séjour, pour escroquerie, par jugement n° 27 en date du 19 août 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Tsévié.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis au Public****Déclaration des biens appartenant à des ennemis**

L'attention du public est attirée sur l'importance qui s'attache à déclarer les biens appartenant à des ennemis conformément aux prescriptions de l'arrêté du 12 mai 1943 publié au journal officiel du 15 mai.

La déclaration est obligatoire pour tous les biens mobiliers ou immobiliers, droits ou intérêts appartenant à des ennemis et pour toutes les ententes ou conventions de quelque nature que ce soit passées avec des personnes ennemies depuis le 22 juin 1940.

Sont considérés comme ennemis tous les ressortissants des puissances de l'axe (allemands, italiens, japonais, hongrois, roumains) et tous les ressortissants des pays occupés par ces puissances à l'exception toutefois des personnes physiques ou juridiques fran-

çaises résidant ou ayant leur siège social en France, en Corse ou en territoire français occupés par l'ennemi ou placés sous son influence.

Sont également considérés comme ennemis les personnes, de quelque nationalité que ce soit, figurant sur la liste officielle des ennemis publiée au journal officiel.

Les déclarations sont reçues en 4 exemplaires dans les bureaux de l'enregistrement (à Dakar, 3^e Bureau — 8, rue de Grammont). Elles doivent être faites par tous les détenteurs, gérants, gardiens, dépositaires, représentants, surveillants des biens appartenant à des ennemis et par tous les co-contractants, mandataires, gérants ou employés en ce qui concerne les ententes ou conventions.

Sont également tenus d'établir la déclaration de leurs biens tous les ressortissants ennemis et tous les ressortissants des pays en guerre avec les nations unies se trouvant en A. O. F. et non internés.

Le délai pour adresser ces déclarations expire le 31 juillet 1943.

Des pénalités sanctionnent les fausses déclarations ou le défaut de déclaration dans le délai prévu.

La déclaration n'entraîne pas automatiquement la mise sous sequestre, sous contrôle ou sous surveillance des biens en cause; mais elle permet de déceler les sujétions qui auraient été imposées à l'économie du pays et de rendre par conséquent à cette dernière son autonomie.

Il est donc du devoir de tous de se conformer strictement aux obligations imposées par les dispositions de l'arrêté précité du 12 mai 1943.

Affiché à la suite de l'arrêté général n° 2423 F. du 5 juillet 1943 (J. O. T. — page 448).

(Voir arrêté n° 1826 F. du 12 mai 1943 au J. O. Togo du 1^{er} juin 1943).

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation****au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1257, déposée le 5 juillet 1943 le sieur Djabaku Charles Dovi, profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale d'environ 1 hectare 33 ares 73 centiares situé à Lomé, quartier Nyekonakpoe, cercle de Lomé borné au nord par terrains aux sieurs Kpogo et Hiamabé, à l'est par titre foncier 679 de Lomé à la collectivité Ketowu Bosu, au sud par une rue projetée, à l'ouest par terrain à Amémaka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.*